

ETHNICITÉ ET NOMINATION POLITIQUE EN CASAMANCE (SÉNÉGAL)

ETHNICITY AND POLITICAL APPOINTMENT IN CASAMANCE (SENEGAL)

Ibrahima BA

Université Assane SECK de Ziguinchor, Sénégal

ibrahimaba056@gmail.com

Résumé : Au Sénégal, il existe une diversité d'ethnies dont le brassage multiséculaire fait qu'avec l'unité nationale fondée sur la parenté des différentes ethnies, la nation sénégalaise était en gestation depuis 2000 ans. Ainsi, le Sénégal est considéré comme un pays où il règne une « paix interethnique ». Mais La rébellion en Casamance, avec sa forte coloration ethno-régionaliste est aujourd'hui, en train de remettre en cause cette vision idyllique. Il est question dans cet article de voir la relation qui existe entre l'ethnicité et la politique au Sénégal en général, la Casamance en particulier. Ainsi, le Sénégal a montré un autre visage lors de la présidentielle de 2019. Chaque leader a remporté haut la main là où son ethnie est majoritaire. Ce qui semble justifier le vote ethnique. La crise casamançaise, joue un rôle décisif dans l'occupation du terrain politique en Casamance. Ce qui entraîne, de facto, la nomination des leaders politiques Diola.

Mots-clés : Casamance-conflit-ethnicité-politique-rébellion

Abstract : In Senegal, there is a diversity of ethnic groups whose centuries-old intermingling means that with national unity based on the kinship of different ethnic groups, the Senegalese nation had been in gestation for 2000 years. Thus, Senegal is considered as a country where there is an "interethnic peace". But the rebellion in Casamance, with its strong ethno-regionalist coloring, is now questioning this idyllic vision. This article is about seeing the relationship between ethnicity and politics in Senegal in general, Casamance in particular. Thus, Senegal showed another face during the presidential election of 2019. Each leader won hands down where his ethnicity is the majority. This seems to justify the ethnic vote. The Casamance crisis plays a decisive role in the occupation of political terrain in Casamance. This leads de facto to the appointment of political leaders Diola.

Keywords: Casamance- conflict-ethnicity-politics-rebellion

Introduction

Comme le souligne Clément Mweyang Aapengnuo(2010) « le facteur ethnique joue un rôle important dans le fonctionnement des sociétés africaines ». Parmi les autres grandes catégories de différenciation sociale - caste, religion, classe - l'ethnicité semble la plus opérante. Au Sénégal, l'État est parvenu quasiment à imposer dans l'ensemble du territoire sa « capacité d'inclusion totale ». Mais en Casamance, où les structures traditionnelles imprègnent fortement l'espace politique et culturel, l'État éprouve des difficultés considérables à faire prévaloir ses prérogatives. Dans cet article, il s'agit d'analyser finement ce qui constitue l'identité ethnique au Sénégal en général et la Casamance en particulier. Le nom, la langue utilisée, la croyance, les alliances familiales, etc seront aussi étudiés. L'impact des grandes religions importées,

le statut des confréries religieuses, ainsi que les divisions politiques entraînées par l'appartenance à une ethnie seront passés revue. Le constat d'unité nationale replace les causes de la récente fissuration de la nation sénégalaise dans le champ du politique. Le séparatisme casamançais est ainsi étudié de manière exhaustive. L'étude du cas sénégalais est mise en parallèle avec les déchirures ethniques observées récemment dans les dernières élections présidentielles. De même qu'à l'opposé la nomination politique basée essentiellement sur l'ethnie Diola en Casamance.

1. Méthodologie

La méthodologie utilisée dans cette étude est celle d'une approche qualitative. L'étude comprend un volet de recherche documentaire et d'analyse de données secondaire : la revue de la littérature a essentiellement porté sur les discours, les interviews, les ouvrages, et surtout les journaux, etc. Analyser les stratégies de communication, pour la communication de « crise », suppose analyser les ajustements entre État et populations sans s'interdire d'appréhender les dirigeants comme des agents calculateurs et déterminés. Il convient dès lors de mettre en perspective le rôle majeur joué par la presse dans cette situation de propagande. Ces données obtenues par la suite font l'objet d'une analyse de contenu. Ainsi, à partir d'un corpus d'article scientifique, d'article de journal, des entretiens non structurés, des interviews et des entretiens sont utilisés. Il est question de soutenir que, en fonction des événements qui se produisent sur le terrain, la crise casamançaise occupe une place prééminente dans la hiérarchie des nouvelles diffusées dans la presse au Sénégal.

2. Les relais politiques locaux au service de l'Etat

L'avènement de la crise casamançaise, constitue un tournant décisif dans l'occupation du terrain politique dans la région. En effet, si le gouvernement sénégalais nie l'aspect politique de la crise casamançaise, il s'est interrogé sur le poids politique du MFDC (Mouvement des Forces Démocratiques de Casamance) en Casamance.

« Pour affaiblir le poids politique du MFDC dans la région, l'État sénégalais a mis l'accent sur la promotion politique de l'ethnie diola, pourtant symbole de la revendication indépendantiste. Cette stratégie consiste à légitimer l'action politique de l'État dans la région et à faire participer les Diolas à la vie politique sénégalaise » (V. Foucher, 2002, P. 201).

Cette architecture politique est perçue comme une réponse au monopole du MFDC quant à la représentation politique des Diolas en particulier et plus généralement, des Casamançais.

L'État sénégalais, à l'image du MFDC, place l'ethnie diola au cœur de la vie politique casamançaise. *« Le MFDC investit les couches populaires défavorisées par la politique de Dakar, l'État sénégalais mettant l'accent sur l'élite diola qui assure le lien entre population locale et pouvoir central » (V. Foucher, 2002, P.242).*

C'est peut-être une manière pour l'État du Sénégal d'impliquer toutes les ethnies du Sénégal dans le gouvernement, qu'il a misé sur l'ethnie diola. Cela peut se comprendre, car les diolas largement majoritaires en Casamance. Certes une occasion aussi pour limiter les frustrations des Diolas qui sont au-devant de la scène du conflit

casamançais. Sans oublier que des leaders politique et armée du MFDC, qui sont quasiment tous de l'ethnie diola.

« Le constat est clair. Si les Diolas ont toujours été représentés dans les différents gouvernements du Sénégal, depuis l'avènement de la crise casamançaise leur poids s'est accru. Tout comme le confère, la vie politique est donc ethniciée en Casamance » (A. Ngaidé, 2012, P. 312).

Tout en cherchant l'ethnie Diola, le gouvernement central lui octroie une place de choix dans le jeu politique casamançais.

Loin d'être une exception au Sénégal, l'État du Sénégal favorise l'ethnie diola dans sa nomination politique. Ailleurs, à Matam majoritairement peul, tous les membres du gouvernement de cette localité sont des peuls. C'est pareil pour le nord du Sénégal, majoritairement wolof, les membres du gouvernement sont largement dominés par les wolofs dans cette localité. Donc, l'Etat adopte une stratégie d'équilibre régionale, une « politique de la représentation » aux seins des gouvernements.

L'enracinement de l'État dans cette région s'est opéré par le canal des partis politiques. Sous la présidence respective de L.S. Senghor et de A. Diouf, les leaders politiques casamançais ont servi de relais politique pour la diffusion de l'information du pouvoir ou de l'administration centrale. Avec la politique de dialogue amorcée dans les années cinquante, Senghor est parvenu à obtenir les ralliements des personnalités casamançaises. *« Au fur et à mesure de leur ralliement, ces personnalités seront intégrées dans les différents appareils de l'État et du parti au point d'être légitimées comme "barons" ou "patrons" politiques » (C. Fatton, 1987, P.234).*

Au milieu des années soixante, les premières personnalités casamançaises ayant rallié le parti au pouvoir étaient Émile Badiane et Assane Seck. *« Cette adhésion scelle l'alliance entre les élites politiques casamançaises et le président Senghor. Il permet le rattachement de cette région, du moins en ce qui concerne ses élites, au reste du Sénégal » (Journal Openedition du 27 juin 2012).* C'est le point de départ d'une représentation ininterrompue à ce jour des élites casamançaises dans différentes équipes gouvernementales ou à l'Assemblée nationale.

« L'autre spécificité politique de la Casamance tient au fait qu'elle est la première région du Sénégal où le principal parti de l'opposition est parvenu à asseoir son influence au point de supplanter le PS¹ lors des municipales ou des législatives notamment à Oussouye, Bignona, et récemment à Sédhiou » (A. Dramé, 1993, P.44).

Contrairement à ce que l'on aurait pu penser, les résultats flatteurs de l'opposition ne traduisent pas seulement la suprématie d'un parti politique sur un autre. Ils sont à la conjonction de deux phénomènes : d'une part l'ancrage très marqué du Parti Démocratique Sénégalais(PDS) dans la région, et d'autre part, le fait que les responsables de ce parti ont su tirer profit de la crise du parti au pouvoir et des querelles internes qui ont poussé certains responsables locaux du parti socialiste à voter pour l'opposition. *« Le ralliement à l'un ou l'autre parti résulte plus de l'avantage d'un groupe ethnique de rassembler ses voix autour d'une formation politique pour défendre ses intérêts » (J. F. Darbon, 1988 p.132).* L'influence personnelle de certains acteurs

¹ Elections législatives et locales couplées, organisées en 1992

culturels comme les marabouts à jouer le rôle d'agent recruteur d'un parti politique expliquent souvent le vote en faveur de tel ou tel autre parti. En outre, l'État du Sénégal mise le plus souvent sur l'ethnie majoritaire (les diolas) de la Casamance pour légitimer sa politique. De Senghor à Macky Sall en passant par Diouf et Wade les ministres de la région de Ziguinchor sont presque tous de l'ethnie diola.

Le président Abdou Diouf par exemple avait misé sur le ministre Robert Sagna qui s'est imposé en Casamance grâce à la position sociale qu'il occupait au sommet de l'Etat. Et il faisait la fierté des diolas qui l'appelaient affectueusement en langue diola « Robert oléli » qui signifie que « Robert est le nôtre ». Abdoulaye Wade à son tour va plus loin en nommant Youba Sambou ministre des Forces Armées en 2002. Donc, un fils de la Casamance comme ministre des Forces Armées aura beaucoup de responsabilités sur ses épaules. Le président Macky Sall n'a pas fait l'exception à la règle.

Depuis son élection de 2012 en 2020, tous les ministres et les députés de la région de Ziguinchor de son gouvernement sont de l'ethnie diola. En 2012, il avait choisi Benoit Sambou comme ministre de l'agriculture. Et pour la députation, il avait choisi Mamadou Badji et Rama Diatta. Aujourd'hui encore en 2020, après plusieurs remaniements les ministres diolas se sont succédé. Benoit Sambou sera remplacé par Aminata Angélique Manga qui à son tour est remplacée par Aminata Assome Diatta actuelle ministre du commerce. Pour l'assemblée nationale, Rama Diatta sera maintenue mais Mamadou Badji est Remplacé par Demba Keita.

3. Existerait-il un vote ethnique ou identitaire, lors de l'élection présidentielle de 2019, le Sénégal en général la Casamance en particulier ?

Les élections présidentielles ont toujours été un laboratoire d'analyse politique. En effet, les résultats de la présidentielle du 24 février 2019 sont frappantes. Comme par hasard, dans les fiefs Wolof (Touba, Thies...), Idrissa Seck règne en maître. Dans ceux Haalpulaar² (notamment Matam), Macky Sall inflige une défaite à ses opposants et à Ziguinchor, fief diola, Ousmane Sonko gagne largement ses rivaux.

Est-ce le fruit du hasard ? Il serait difficile de le croire, car les faits sont plus éloquentes que les paroles. Il n'est pas imaginable d'admettre l'idée que le vote sénégalais pourrait devenir un jour « identitaire ou ethnique ». Un état de fait qui nous pousse d'ailleurs à nous poser ces trois questions. Si Ousmane Sonko n'avait pas du sang diola dans ses veines, arriverait-il à réaliser un tel exploit à Ziguinchor, surclassant Macky Sall et Idrissa Seck ? Si Macky Sall n'appartenait pas à l'ethnie Pulaar, arriverait-il à rafler la mise à Matam ? Idrissa Seck, allait-il gagné Touba et Thiès s'il n'était pas Wolof ?

3.1. Macky Sall

Les résultats du scrutin du 24 février 2019 ont largement plébiscité le candidat de la coalition Benno Bokk Yaakar³. Dans le département de Matam, on peut compter

² Les Toucouleurs sont une population de langue peule en Afrique de l'Ouest, vivant principalement dans le nord du Sénégal, dans le sud de la Mauritanie, au Mali et en Guinée.

³ Le Rassemblement des forces du changement, « Benno bokk Yakaar » qui porte le combat de Macky Sall depuis le second tour de la présidentielle du 25 mars 2012

141.286 électeurs, dont 100.333 votants, ont obtenu Macky Sall : 92.650. Ousmane Sonko a obtenu 3690 voix dans tout le département, la coalition Idy2019 arrive en 3e position avec un score de 2241 voix. Dans le Fouta-Toro, ce territoire du nord-est du Sénégal qui borde le fleuve éponyme, le président Macky Sall n'a laissé aucune chance à ses adversaires. Avec 93,32 % des suffrages – en compilant les résultats du département de Podor et de la région de Matam. Le président sortant a obtenu son meilleur score à l'échelle du pays, selon les résultats officiels publiés par la Commission nationale de recensement des votes (CNRV).

Face à ce score « nord-coréen⁴ », certaines personnes s'interrogent sur la victoire éclatante de Macky Sall dans son fief. Y en a marre⁵ a aussi dénoncé le vote ethnique de tous les candidats qui ont participé à ses élections présidentielles : « *nous déplorons les votes partisans de Macky Sall dans le Fouta « néddo ko mbamdoum », de Idrissa Seck dans la région de Diourbel et de Thiés et de Ousmane Sonko au sud du pays* ». (Journal senenews du 05 mars 2019). Toujours dans cet ordre d'idée, Kalidou Diallo n'a pas mis de gants pour cracher ses vérités. Il a dit haut ce que beaucoup de Sénégalais susurrent.

« *Le ministre de l'Education a déclaré que si Wade a perdu le Fouta c'est à cause du vote ethnique. Il dit : «Me Wade a beaucoup fait pour Matam. Dès son accession à la Magistrature suprême, il a érigé Matam en région pour permettre un décollage économique rapide à cette entité. Sur le plan de l'Education, Matam ne disposait que d'un seul lycée, il y a dix ans. Aujourd'hui, la région en compte 19. Les collèges étaient moins de dix »* (journal Le Quotidien du 24 novembre 2014).

Le ministre Kalidou Diallo n'a pas dit son dernier mot, il va plus loin en affirmant :

« *la seule explication de la défaite de Wade à Matam c'est le vote ethnique. Il n'y a pas d'autres raisons. Dans mon village de Danthiady, nous avons mis l'électricité, le collège et l'eau. Pourtant, je l'ai perdu. Les populations ont voté Macky Sall parce que c'est un Foutanké* »⁶. (Journal Le Quotidien du 24 novembre 2014).

Ainsi, Macky Sall a gagné les principaux départements de la région capitale (Dakar, Pikine et Rufisque), de même que Mbour et Tivaouane. Toutefois, c'est dans les départements des régions majoritairement occupées par ses deux ethnies d'appartenance, Peulh et Sérère, qu'il a obtenu ses scores les plus brillants. Il s'agit des départements de Podor, de Matam, de Fatick et de Kaolack. Ce qui a poussé certains analystes à parler de vote ethnique. Macky Sall est cependant arrivé en tête dans la plupart des départements du pays, avec parfois des scores écrasants. « *Si la vie politique*

⁴ Les élections en Corée du Nord affichent généralement un taux de participation proche de 100%.

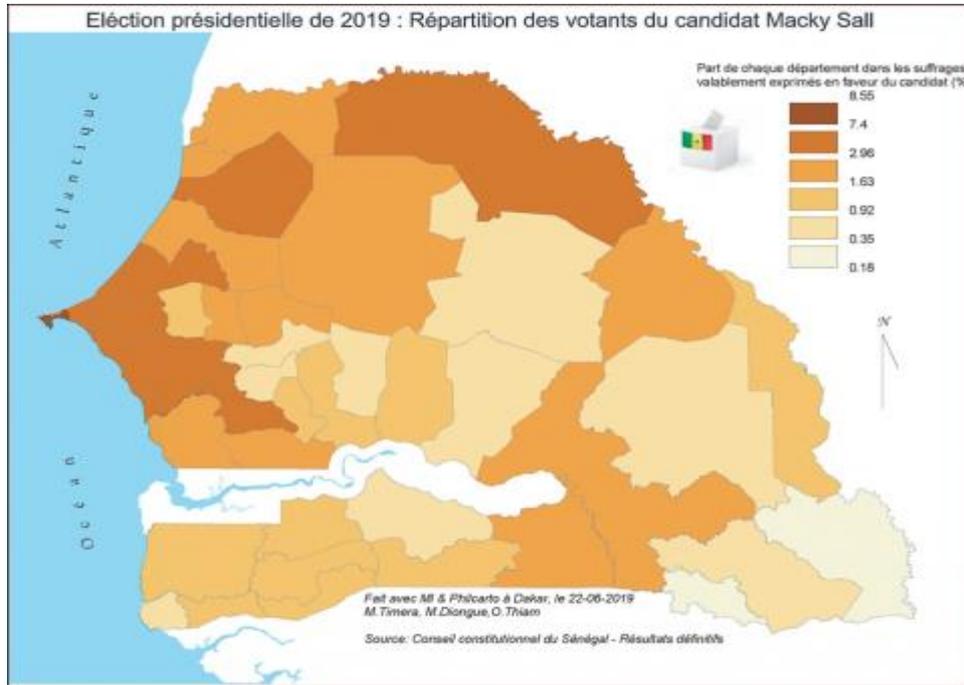
⁵ Le mouvement **Y'en a marre** est un groupe de contestation pacifique sénégalais créé en janvier 2011 par un collectif constitué de rappeurs et de journalistes.

⁶ Selon les sources, on observe de très nombreuses variantes : Foutanké (variantes Foutankoré, Futankobé), Futatoro (Futa Toro), Haal Pulaaren (Haalpulaar, Haal Pulaar, Halpular, Hal Pular, Haalpulaaren), Pulaar, Takruri (Tekarir, Tekrourien, Tekrou, Tekruri, Tukri, Tokoror), Torado (Torodo), Toucouleurs (Tuculeur, Tokolor, Toucouler, Tukuler, Tukuleur, Tukuloor, Tukolor, Turkylor)².

Le nom « Toucouleur » est la déformation du mot *Tekrou*, le nom d'origine du royaume qu'ils ont fondé, le [Tekrou](#). Dans ce nom « Toucouleur », cette population a trouvé un statut juridique territorial et une identité stable, donnés par l'administration coloniale française de la fin du XIX^e siècle. Ils se désignent sous le nom de *Haalpulaaren* (ceux qui parlent le [pulaar](#), au singulier *Haalpulaar*) ou *Foutankobé* (ceux qui habitent le [Fouta](#)).

sénégalaise n'est pas organisée autour des clivages ethniques, raciaux ou religieux » (S. M. Gellar, 2002, P.243), le constat d'un vote de soutien ethnique, religieux ou régional semble de plus en plus gagner l'opinion des Sénégalais.

Illustration 1 - Élection présidentielle de 2019 : répartition des votants du candidat Macky Sall



Source : journal.openedition.org(2010)

3.2. Idrissa Seck

Ce n'est pas tous les jours qu'un leader politique et ancien Premier ministre change de confrérie, de guide spirituel ou embrasse une obédience religieuse autre que celle pour laquelle il est connu et reconnu. Pour le cas d'Idrissa Seck⁷, changer de confrérie n'est pas aussi anodin que quitter le PDS pour créer le Rewmi, un cadre d'hébergement provisoire devenu définitif. Et les motivations supposées ou avérées laissent perplexes ces observateurs, militants ou simples citoyens qui douteraient de la sincérité d'un tel acte. Comme s'il était politiquement correct, au Sénégal, de déclarer ouvertement sa «mouridité», un raccourci pour accéder au pouvoir, à la magistrature suprême selon certaines croyances.

« Pourtant, l'ex-maire de Thiès n'a jamais caché son appartenance, son attachement à la confrérie de Cheikh Ahmed Tidiane. Et Tivaouane se glorifiait même de compter parmi les siens, un membre de la confrérie dans les plus hautes sphères de l'Etat. Aujourd'hui, dans sa quête effrénée d'un pouvoir qu'il cherche à reconquérir, le président du Conseil départemental de Thiès a changé d'itinéraire ; il s'est trouvé un nouvel allié avec qui il entretenait déjà de bonnes relations. Mais de là à embrasser la voie de Cheikh Ahmadou Bamba, à faire acte d'allégeance (diébelou) au Khalife général des Mourides, pour un responsable politique de la dimension

⁷ Idrissa Seck est un [homme d'État sénégalais](#), né le [9 août 1959](#) à [Thiès](#), ancien [Premier ministre](#), ancien maire de [Thiès](#) et actuel président du Conseil départemental de Thiès. Président du parti politique REWMI. Candidat malheureux à l'élection présidentielle de 2019.

d'Idrissa Seck, il y a un pas et pas des moindres qui vient d'être franchi » (Journal Seneweb du 05 mars 2017).

De la critique à l'admiration, le geste est ouvert à toute interprétation possible et imaginable. D'aucuns trouveraient des soubassements politiques voire politiciennes à cet acte d'allégeance sans précédent dans l'histoire politique du Sénégal.

Car en enfilant le manteau de talibé de Serigne Cheikh Sidy Makhtar Mbacké, Khalife de Touba, Idrissa Seck renonce dans le même temps à la confrérie tidiane, de manière volontaire.

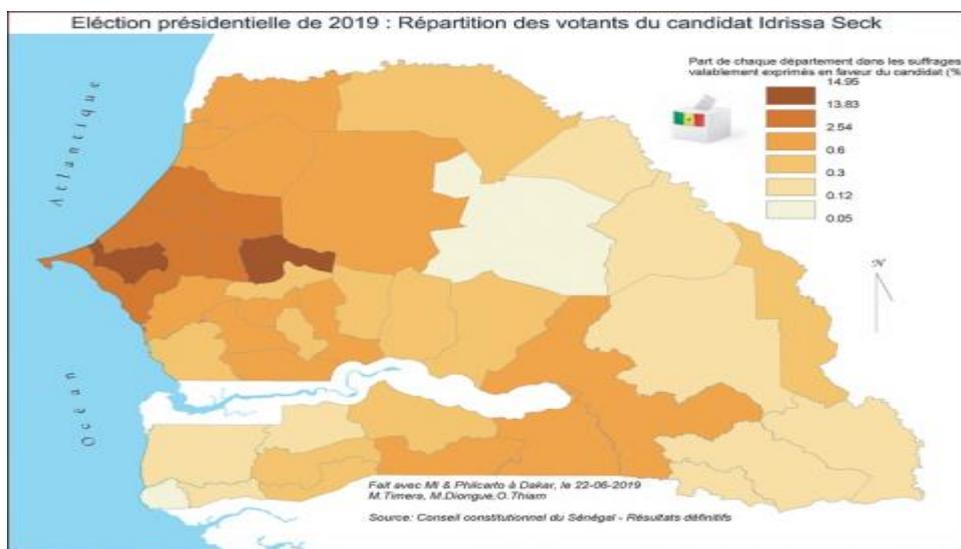
« Il quitte les siens et brise le seul lien qui le maintenait encore dans une famille religieuse souvent présentée comme le concurrent direct de Touba. Une reconversion polémique qui pourrait être interprétée tel un reniement que Tioaouane appréciera à sa manière. Serait-il exagéré toutefois de parler d'apostasie, puisqu'il n'a pas changé de religion. Pour le cas précis d'Idrissa Seck, le nouveau mouride, on peut parler, pourquoi pas, d'« apos-tariqa » (Journal Seneweb du 05 mars 2017).

Ainsi, ce changement de confrérie nous permet de camper le débat et d'analyser les résultats de vote du candidat Idrissa Seck. Il est surtout question de jeter un regard sur le vote identitaire du Sénégal.

Idrissa Seck a incontestablement bénéficié de la sympathie des Mourides, la communauté religieuse à laquelle il a fait allégeance. Ainsi, c'est au niveau de Mbacké, le département qui abrite le siège de cette communauté, qu'il a réalisé ses résultats les plus brillants.

« Il s'est nettement distingué dans le département de Mbacké qui concentre près de 15 % de ses votants au niveau national. Idrissa Seck est également largement arrivé en tête dans le département de Thiès dont il est maire de la commune du même nom, avec 47,15 % des voix contre 39,44 % pour le candidat Macky Sall » (Journal L'Observateur du 11 avril 2019).

Illustration 2 - Élection présidentielle de 2019 : répartition des votants du candidat Idrissa Seck



Source : journal.openedition.org(2019)

3.3. Ousmane Sonko

Ousmane Sonko⁸ a obtenu ses résultats les plus importants dans les départements des régions de Dakar (où est localisée une bonne partie de ses votants) et de Ziguinchor. Ses scores importants dans cette dernière région dont il est originaire traduisent, selon certains analystes, un véritable élan régionaliste en faveur de ce candidat.

L'auteur du livre «Comment vote les Sénégalais » Cheikh Ahmed Bamba Diagne, qui était l'invité de l'émission Rfm soir tire la sonnette d'alarme et prévient : «*Il y a de quoi s'inquiéter parce que qu'il y ait un vote confrérique, un vote ethnique* » (Journal *Dakarmatin* du 27 février 2019).

A l'en croire, si le vote régional est acceptable, choisir un candidat sur le seul critère de la confrérie, de la religion ou de l'ethnie est en contradiction avec la posture qui a prévalu depuis 1960 avec l'élection de Senghor comme premier président de la République du Sénégal.

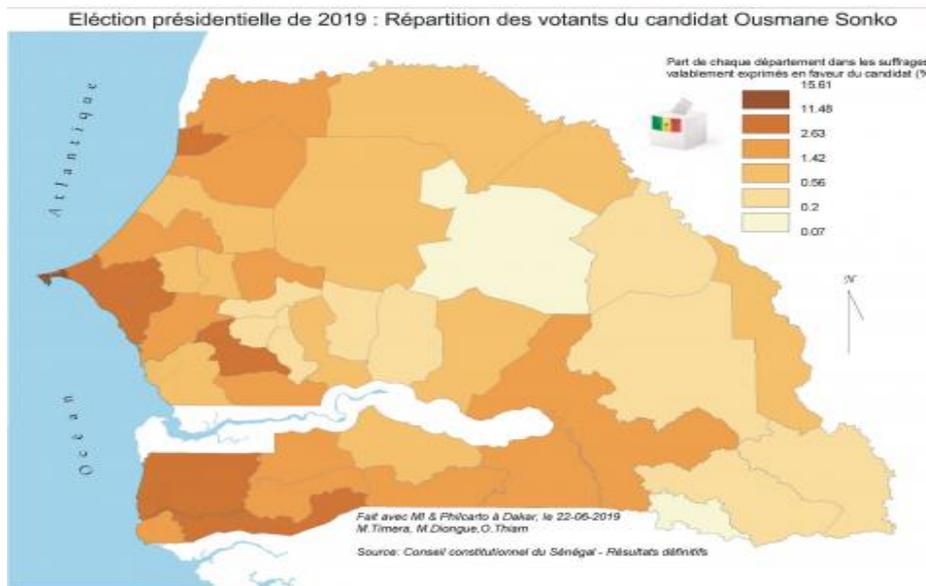
M. Dièye martèle :

« *Cette situation est constatée notamment à Ziguinchor, à Bignona où les populations ont plébiscité Ousmane Sonko* » (Journal *Dakarmatin* du 27 février 2019).

Les résultats de Sonko à Dakar, et dans les communes de la banlieue de l'agglomération plus particulièrement, s'expliquent sans doute par son statut de candidat pivot de la contestation populaire à l'encontre du pouvoir en place. Ses diatribes régulières à l'encontre du régime de Macky Sall lui ont permis de constituer un capital de sympathie immense auprès de l'électorat des milieux défavorisés, majoritairement localisé dans les quartiers de ces communes. C'est cette posture particulière qui entretient chez lui l'image d'un candidat antisystème. Comme aime souvent le dire Ousmane Sonko « *mon objectif est de changer le système* » (Journal *L'Observateur* du 2 janvier 2019).

⁸ Est un [homme politique sénégalais](#) né le [15 juillet 1974](#) à [Thiès](#). Il est le président du parti [PASTEF](#) et est député depuis [juillet 2017](#). Il est candidat à l'[élection présidentielle de 2019](#) sous la bannière de la coalition [Sonko Président](#). Candidat malheureux à l'élection présidentielle de 2019.

Illustration 3 - Élection présidentielle de 2019 : répartition des votants du candidat Ousmane Sonko



Source : journal.openedition.org(2019)

Macky Sall peut revendiquer un certain nombre de réalisations significatives, « *comme le pont sénégalais, qui va changer le quotidien de milliers de Casamançais. Par ailleurs, la situation concernant le conflit dans la région s'est sensiblement améliorée sous son mandat* » (Journal L'Observateur du 11 mars 2010). Mais l'apparition du candidat Ousmane Sonko, d'origine casamançaise - diola, plus précisément - a fortement compliqué la donne pour le président sortant. Le leader du Pastef a enregistré des résultats spectaculaires en Basse-Casamance. Alors se demande, Ousmane Sonko aurait-il bénéficié d'un vote casamançais diola ?

Il est intéressant de constater qu'Ousmane Sonko a remporté

« la proportion de voix la plus importante dans le département de Bignona [51 438 suffrages sur 128 489 inscrits, ndlr], qui est son département d'origine. Il engrange par ailleurs des pourcentages importants dans les départements d'Oussouye et de Ziguinchor, majoritairement diolas eux-aussi » (Journal L'Observateur du 11 mars 2010).

Mais dans les régions voisines de la Casamance comme Sédhiou majoritairement manding et Kolda majoritairement peul, Macky Sall arrive en tête. Cela semble montrer qu'il y a eu un vote casamançais diola qui a bénéficié à Ousmane Sonko.

4. Pouvoir et opposition cherchent à séduire les diolas

Soucieux de l'intégrité territoriale du Sénégal, les politiques toutes sensibilités confondues cherchent une solution viable. Cependant, les voies et méthodes à adopter continuent de diviser les partis de la mouvance présidentielle et de l'opposition. Certains partis de l'opposition, étant accusés, à tort ou à raison d'utiliser la crise casamançaise comme levier pour faire pression sur l'État sénégalais.

L'intérêt que suscite la crise casamançaise dans la classe politique sénégalaise active ou réactive les luttes de positionnement, occultant ainsi en partie les stratégies adoptées par le gouvernement pour la résolution du conflit. Depuis le déclenchement de la crise casamançaise, la position de l'État sénégalais n'a pas varié,

« privilégiant l'intangibilité du principe de l'intégrité territoriale Cette position consiste à écarter la particularité de la Casamance, tant revendiquée par les indépendantistes du MFDC. Inversement, certains partis politiques d'opposition proposent l'autodétermination ou l'octroi d'un statut particulier comme solution à la crise » (J.C. Marut, 2010, P. 341).

Force est de constater que les populations locales ne sont associées à aucune politique de résolution du conflit.

« À l'image du MFDC, l'État sénégalais a peur de consulter les populations. Ce manque de courage des protagonistes à affronter les vrais mobiles du conflit, se traduit sur le terrain par la méconnaissance des réelles aspirations populaires. Les stratégies de résolution du conflit du MFDC et du gouvernement sénégalais paraissent peu crédibles aux yeux des populations locales » (R. C. Bassène, 2013, P. 102).

Les principaux protagonistes choisissent leurs interlocuteurs préférés au lieu de s'occuper des réels problèmes des populations.

« Lors des négociations de paix, l'État discute avec les factions du MFDC qui lui sont favorables sans aborder les enjeux qui sous-tendent le conflit. Le MFDC, quant-à lui, préfère discuter avec les « vrais Casamançais », c'est-à-dire les Diolas qui sont favorables à la cause indépendantiste » (B. Diallo, 2010, P.134).

Le jeu d'alliance entre certaines factions du MFDC et le gouvernement sénégalais ou des partis de l'opposition fait penser que le conflit casamançais résulte de manipulations ethniques servant à des revendications politiques qui, elles-mêmes sont utilisées, pour faire la pression sur l'État sénégalais. *« Différents acteurs politiques locaux, nationaux ou étrangers [utiliseraient] en effet la crise casamançaise pour gagner une certaine légitimité auprès des populations » (B. Diop, 2002, P.198).*

Tandis que, dans le même temps, certains partis de l'opposition ou des « faiseurs de paix » se servent de la crise casamançaise pour satisfaire des besoins strictement personnels. En effet, *« dans les années 1980-1990, le parti démocratique sénégalais (PDS), alors dans l'opposition, a noué des contacts avec l'aile civile du MFDC » (J.C. Marut, 2010, P. 205).*

Ce rapprochement entre libéraux et indépendantistes a favorisé le basculement de certains radicaux du PDS dans la mouvance indépendantiste.

Ainsi, en rejetant toute participation aux luttes de pouvoir nationales,

« le MFDC a occupé une place importante dans le jeu politique local et national par le biais des alliances implicites avec certains partis politiques. Certains membres du MFDC, pour bénéficier d'une couverture légale, ont même gagné les rangs de l'opposition » (B. Diallo, 2009, P. 139).

Cette double casquette de maquisards et politiciens serait un avantage pour le MFDC, qui gagne en expérience politique mais un inconvénient pour les formations politiques, qui perdront leur crédibilité aux yeux des électeurs.

Des membres de partis opposition seront ainsi victimes de délations ou d'arrestations arbitraires à cause de leurs affinités avec certains membres de l'aile civile du MFDC. Ainsi, les luttes politiques se transforment-t-elles en règlement de compte entre politiciens rivaux. *« Le PDS souvent accusé d'être proche du MFDC, est entré dans*

gouvernement socialiste en 1991 à la faveur des relations nouées avec l'aile civile du MFDC, emprisonné dans les années 1980 ». (J.C. Marut, 2010, P. 148)

Cette entrée du PDS au gouvernement socialiste facilite l'ouverture des accords de paix signés à Cacheu, en Guinée-Bissau, « au mois de mars 1991. En nommant un député PDS, ressortissant de la région, comme principal médiateur de la paix, le président Abdou Diouf a voulu couper la relation entre Wade et l'aile civile du MFDC » (N. Cissé, 2012, P.58).

Mais cette stratégie n'a pas eu que des effets positifs, car elle a entraîné les divisions de l'aile politique du MFDC, anéantissant toutes les stratégies de paix mises en œuvre par le gouvernement. Les maquisards reprennent les armes et le PDS quitte le gouvernement socialiste.

Après l'échec des négociations de paix, le PDS a renoué ses contacts avec le MFDC. Ainsi, selon Jean-Claude Marut,

« Wade avait proposé 30000 euros à Nkruma Sané pour bénéficier du soutien des maquisards lors des élections présidentielles de 1993. Ce soutien, supposé ou réel, lui aurait permis de gagner de nombreuses voix dans le département de Bignona fief de Nkruma Sané. La deuxième moitié de cette somme n'ayant pas été versée, elle entraîna la rupture entre Wade et Nkruma Sané » (J.C. Marut, 2010, P.212).

Ce pacte signé entre le PDS et le MFDC a entraîné le massacre de plusieurs civils dans les bastions du PS et la perturbation du scrutin dans certaines localités. Cependant, le MFDC ayant peu d'expérience politique, perd plus qu'il gagne dans ses relations avec les formations politiques. Dès son accession à la magistrature suprême, Wade inscrit le problème casamançais parmi les priorités de son septennat et veut marquer la rupture avec le système socialiste en disqualifiant les médiateurs nommés par l'ancien régime.

Ainsi, il va provoquer la rupture avec les pays limitrophes en nationalisant le processus de paix. Car le régime marqué par la notion de l'alternance considèrera que

« le conflit casamançais doit être traité à l'intérieur des frontières nationales. Ainsi, pour marquer de son empreinte dans la résolution du conflit casamançais, le président Wade, fraîchement élu engage-t-il dès le 16 décembre 2000 des pourparlers avec le MFDC » (Journal Seneweb du 22 février 2011).

Mais cette rencontre, tout comme celles qui l'ont précédé, ne trouve pas le succès escompté en raison des clivages au sein du mouvement indépendantiste et de la faiblesse de l'aile civile, on ne peut plus contestée par la base.

En effet, le président qui a promis de résoudre la crise casamançaise en cent jours a une vision simpliste de ce vieux conflit, estimant que la résolution passe exclusivement par le développement économique de la région longtemps oubliée par les présidences.

« Au mois de décembre 2004, le président Abdoulaye Wade reçoit le leader du MFDC l'abbé Diamacoune Senghor au palais présidentiel, politiquement en minorité au sein du MFDC, l'abbé ne peut calmer les maquisards, peu enclins à se plier aux décisions de l'aile politique. Face à ce regain de violence dans la région, Wade renoue avec les méthodes socialistes en nommant des « Messieurs Casamance » comme médiateurs entre le gouvernement et le MFDC » (J.C. Marut, 2010, P. 249).

Ce changement de démarche est une stratégie qui mêle en permanence les aspirations du gouvernement à résoudre le conflit et la volonté du PDS d'asseoir sa main mise dans la région. Cette nouvelle approche bouleverse profondément tout le processus de paix mis en œuvre pour laisser la place à la compétition entre différentes factions au

sein des partis politiques et du MFDC. « *Ces bouleversements aggravent les scissions de l'aile civile du MFDC et le foisonnement des « faiseurs de paix ».* (J.C. Marut, 2010, P.252).

Soucieux de sa réélection aux élections présidentielles de 2007, Abdoulaye Wade tente de convaincre la population casamançaise et le MFDC par l'achat de la paix. « *Il procède par l'injection de grosses sommes d'argent dans le maquis, par le biais de ses « messieurs Casamance »* (J.C. Marut, 2010, P. 256).

Ainsi, l'argent introduit dans le maquis et les manœuvres politiciennes du régime de l'alternance du PDS, détourne les médiateurs des aspirations du peuple casamançais.

Les « Messieurs Casamance » n'ayant pas une feuille de route bien définie, n'ont en effet aucun pouvoir sur les maquisards et les leaders de l'aile politique. Cette médiation qui se développe dans une totale opacité s'érige en système d'enrichissement des politiques locaux et nationaux.

Selon Abdoulaye Diallo, « *c'est une hypothèse justificative de la mise à l'écart des pays voisins par le président Wade dans le processus de paix car la réussite d'une telle stratégie nécessite son isolement sur le plan international* » (A. Diallo, 2012, P.103). Pour Nouha cette stratégie aurait favorisé la pluralité des acteurs et l'émergence de nouveaux mécanismes « *servant à enrichir tant les « porteurs de mallettes » que certaines ONG locales* » (N. Cissé, 2012, P.194).

Après les innombrables échecs du processus de négociation de paix, « *le PDS se démarque finalement du mouvement indépendantiste. Cette situation montre que la rébellion casamançaise n'a d'alliés que les partis de l'opposition qui se servent d'elle pour exercer une pression sur l'État* » (A. Diallo, 2012, P.95). Avec l'avènement de l'alternance en 2000, la culture a occupé une place importante dans le processus de négociation de la paix.

Conclusion

Au total, dans sa logique d'homogénéisation, l'État fait face à des groupes de résistance qui contestent sa légitimité voire son existence même en tant qu'État-nation garantissant un cadre d'expression du pluralisme ethnique et culturel. Dès lors, les minorités nationales, pour réagir contre tout procédé de gommage identitaire ou de « wolofisation », trouvent d'autres ressources dans l'instauration de « natiocraties » comme moyen de résistance à l'« *injonction nationale* ». À cet égard, il faut reconnaître l'échec de l'État-nation dans sa mission et réinventer un modèle politique d'intégration fondé sur les aspirations des peuples. En Casamance, la prolongation du conflit armé apparaît comme étant l'illustration de l'inappropriation de la solution imposée selon des méthodes jacobines. C'est le signe d'une « absence de perspective politique du côté gouvernemental ». La revendication légitime sur le plan culturel, avec laquelle le MFDC s'accroche à l'identité casamançaise pour justifier son mouvement irrédentiste, est plutôt l'expression d'une volonté de participer pleinement aux prises de décisions qui engagent le destin de la Casamance. Il est important de rappeler que le premier président du Sénégal (Senghor) n'était ni Wolof, ni Musulman (dans un pays qui compte plus de 90% de musulmans). Pourtant, il a su diriger le Sénégal tout en nouant des liens très étroits avec des sénégalais de confrérie et de d'ethnie différentes. Ce modèle doit être préservé pour le bien du Sénégal et des générations à venir. Le caractère ethnique qu'a pris l'élection présidentielle de 2019 est

pour le moment la seule réalité qui s'est dégagée des urnes. Il faut oser le dire : pour bon nombre de Sénégalais, l'appartenance ethnique a pris le dessus sur le choix utile. Nous pensons sérieusement que l'« ethnicisation » du Sénégal est un danger que nul ne doit minimiser et que tout un chacun doit fermement combattre.

Références bibliographiques

- Momar Coumba Diop, « Le Sénégal et ses voisins » p. 205 in : Donald Cruise O'Brien, Momar Coumba Diop, Mamadou Diouf, La construction de l'Etat au Sénégal, Paris : Karthala, 2002, 231p.
- Flanchette Sylvie, « La Haute Casamance à l'heure de la régionalisation » in : La société sénégalaise entre la local et le global, sous la direction de Momar Coumba DIOP, Paris : Karthala, 2002
- Coulon, C. 1972. "Système politique et sociétés dans les États d'Afrique noire. A la recherche d'un cadre conceptuel". Revue française de Science Politique XXII (5) : 1049-1073.
- Coulon, C. 1979. "Idéologie jacobine, État et ethnocide". Pluriel 17 : 3-20.
- Cruise O'Brien, D. 1979. "Langue et nationalité au Sénégal. L'enjeu politique de la wolofisation". Année Africaine, Paris, Pédone : 319-335.
- Darbon, D. 1988. L'administration et le paysan en Casamance. Essai d'anthropologie administrative. Paris : Pedone.
- Diop, M.C. & M. Diouf 1990. Le Sénégal sous Abdou Diouf État et société. Paris : L'Harmattan.
- Dramé, H. 1993. "Les défis de l'élection présidentielle en Casamance". Politique Africaine : 166-170.
- Fallon, R. 1987. The Making of a Liberal Democracy : Senegal's Passive Revolution, 1975. . Boulder : Lynne Rienner.
- Faye, O. 1994. "La crise casamançaise et les relations du Sénégal avec la Gambie et la Guinée-Bissau (1980-1992)". In : Diop, M.C. (dir.) Le Sénégal et ses voisins, Dakar, Espaces-Temps : 189-212.
- Hesseling, G. 1994. "La terre à qui est-elle ? Les pratiques foncières en Basse-Casamance". In : Barbier-Wiesser, F.G. (dir.) op. cil. : 243-260.
- Kane, M.T. 1994. "Activités économiques privées dans les régions". In : ENEA (dir.) La décentralisation au Sénégal, Dakar, ENEA : 129-139.
- Le Soleil du 7 avril 1992.
- Le Soleil du 5 et 6 mars 1994.
- Le Soleil du 7 janvier 1997.

- J.-C Marut, La question de Casamance. Une analyse géopolitique ; Thèse de Doctorat, Université Paris 8, 1999
- Marut, La question de Casamance, Une analyse géopolitique, op.cit. p. 339
- Marut, J.C. 1994. "Les dessous des cartes casamançaises". In : Barbier-Wiesser, F.G. (dir.) op.cit. : 193-211.
- Mény, Y. 1992. "La République des fiefs". Pouvoirs 60 : 17-24.
- Mbaye, B. 1994. "Investissements publics et ressources humaines dans les régions du Sénégal". In : ENEA (dir.) La décentralisation au Sénégal, Dakar. ENEA : 121-128.
- Savonnet-Guyot. C. 1981. "Le «dedans» et le «dehors», le «haut», le «bas» : réflexions sur les sites d'observation du politique africain". Revue française de science politique XXXI (4) : 799-804.
- Sall, E. 1992. Sénégal : territoires, frontières, espaces et réseaux sociaux. Bordeaux : CEAN (Travaux et documents n° 36).
- Secrétariat d'État à la Promotion Humaine 1972. La réforme de l'administration régionale et locale. Dakar.
- Wal Fadjri ,11°232.
- Wal Fadjri, février 1993.
- Ziller, J. 1993. Administrations comparées. Les systèmes politico-administratifs de l'Europe des douze. Paris : Ed. Montchrétien.
- Dieye, Charles (2012). Accusations de vote ethnique : la dangereuse dérive de Wade. Sénéweb (Online) 3 mars.
- Dia, Mohamed (2019). Ces citoyens qui ont trahi le Sénégal. *Dakaractu (online)*, 27 février.
- Paget, Jacques (2013). Le pouvoir de la force mentale. Plon, p.53-165.